Express courriel

Info-négo

fneeq CSN
Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec

Numéro 13, 13 avril 2010

Au fait, nous sommes en négociation!

Celles et ceux qui suivent de près la négociation du secteur public se sont peut-être ennuyés de l'Info-Négo au cours des dernières semaines! La dernière parution date en effet du 26 mars. Ce long délai tient au fait que, étant donné les promesses répétées du gouvernement, nous avons attendu chaque jour un dépôt patronal concernant un ajout de ressources pour alléger notre tâche. Ce dépôt viendra peut-être cette semaine… Peut-être!

Nous avons participé en très grand nombre à la manifestation organisée par le Front commun le 20 mars pour exiger des meilleures conditions de travail et, par le fait même, de meilleurs services publics. Deux semaines plus tard, la manifestation du 1er avril contre la hausse des tarifs, les compressions budgétaires et la privatisation des services publics a attiré plus de 12 000 personnes : citoyennes et citoyens, personnes en provenance de groupes communautaires, artistiques, étudiants, syndicaux, etc. Ces deux manifestations majeures ont porté au gouvernement un message clair : les Québécoises et les Québécois ne veulent pas d'une société dans laquelle les écarts entre les riches et les pauvres iront en s'agrandissant! Les manifestantes et les manifestants ont réaffirmé l'importance des valeurs de justice sociale et d'une répartition plus égalitaire de la richesse, entre autres, par la défense de services publics accessibles à toutes et à tous.

« Manifester c'est bien, négocier c'est mieux ».

Monique Gagnon-Tremblay, commentant la manifestation du 20 mars, dans *Le Devoir,* le 22 mars 2010.

Un blitz de négociation

Pour la deuxième fois, le 19 mars, madame Monique Gagnon-Tremblay, présidente du Conseil du trésor a invité le Front commun à un blitz de négociation. Les représentantes et les représentants syndicaux ont accepté l'invitation. « Théoriquement » en négociation intensive, les parties avaient convenu de concentrer leurs énergies sur quelques priorités, pour un règlement au 31 mars.

Un *stand-by*…sans objet de négociation

C'est dans ce contexte que les délégué-es de tous les syndicats du regroupement cégep ont été convoqués à un *stand-by* à Montréal du 29 mars au 1er avril. Des mandats ont été donnés au comité de négociation et de mobilisation sur les demandes patronales d'actualisation de la convention collective, concernant les rôles et les fonctions des départements et des comités de programme. Côté syndical, il va sans dire qu'il n'était pas question de toucher au caractère de collégialité de l'organisation du travail.

Le regroupement a aussi accepté que certaines questions puissent être référées à des comités, formés sur des questions spécifiques, dans la mesure où les mandats garantiraient des résultats et que les délais seraient raisonnables. Plus particulièrement, la FNEEQ a obtenu, lors d'une rencontre avec madame Courchesne, un engagement ministériel formel de création d'un tel comité qui travaillera sur le rattachement du mode d'allocation aux paramètres de la charge individuelle (CI). C'est là une excellente nouvelle ! La formation d'autres comités est en négociation : pour résoudre la problématique de la tâche en soins infirmiers

et dans les techniques lourdes de la santé, l'annexe concernant le cégep d'Abitibi-Témiscamingue et la tâche des chargé-es de cours à la formation continue.

Malgré ces quelques avancées, aucun échange n'a eu lieu à la table sur le cœur de la négociation : la tâche enseignante. Devant ce constat et à la suite du dépôt du budget, le regroupement a mandaté ses représentantes et ses représentants pour informer les autres fédérations des secteurs publics de la CSN que la FNEEQ était prête à envisager un autre cadre stratégique.

Le *stand-by* a toutefois permis à nombre de délégué-es de participer à un 5 à 7 organisé par le Syndicat du cégep du Vieux Montréal pour fêter la fin des décrets. Un grand merci pour l'accueil fort sympathique que nous avons reçu. La manifestation du 1er avril contre la hausse des tarifs, les compressions et la privatisation des services publics a aussi été un moment fort de cette période. Le regroupement a adressé un vote unanime de félicitations au président de la FNEEQ, Jean Trudelle, pour la vigueur de ses propos lors de cette manifestation.

Une rencontre officielle pour une offre non officielle

Le lendemain de la levée du regroupement cégep, le 2 avril, les représentants politiques de la FNEEQ ont été convoqués par la partie patronale. Lors de cette rencontre formelle, elle nous a informés, de façon informelle, de son intention d'ajouter un maximum de quelque 300 ETC dans le réseau collégial, injection modulée sur cinq ans,

de façon progressive, sans autre précision. De plus, elle nous a indiqué que la réflexion patronale sur les correctifs à la structure salariale n'allait pas dans le sens que nous souhaitions (sic) ! Enfin, elle a précisé que le dépôt officiel serait fait à la table de négociation, sans toutefois en préciser le moment.

Le 13 avril, nous sommes toujours sans nouvelles. Il y a plus d'une semaine que la table de négociation a « suspendu » ses travaux.

Les instances communes de la CSN

Par ailleurs, le 8 avril, toutes et tous les délégués des instances des secteurs public et parapublic de la CSN se sont réunis à Montréal. Nous y avons appris que, dans les secteurs de la santé, les comités patronaux de négociation ont maintenu parmi leurs demandes celles qui constituent des reculs importants des conventions collectives.

Dans ce contexte où un règlement des conventions collectives semble de plus en plus impossible à court terme et même en ajoutant quelques jours de grâce, toutes les instances ont adopté un plan d'action et d'information qui couvre la période d'avril à octobre 2010. Il fut convenu que la mise en place du plan de ce plan débuterait le 20 avril, laissant ainsi une dernière chance pour des tentatives de règlements tant aux tables sectorielles qu'à la table centrale; un règlement sur les hausses salariales demeure toujours peu probable, surtout à la lumière du budget rétrograde déposé par le ministre Bachand.

Un Info-Négo secteur public vous fera connaître sous peu les principaux éléments du plan d'action et d'information.